lère le groupe de tête reformé, de Kutsbach, Stoepel et Jean Bidot, qui comptent une minutes de retard. Mais comme le train est de plus en plus lent, ils rejoignent et, au contrôle de ravitaillement de Champagnole (168 km.), les 53 partants sont de nouveau groupés.

Un moment pourtant, Schepers qui souffre de ses blessures et qui est victime d'une insolation, Hardiquest qui a également fait une chute pour la même cause et Dictus qui souffre d'un genou, ont eu l'intention d'abandonner.

Ils se sont attardés, mais vivement encouragés par quelques suiveurs, ils sont repartis, Schepers ayant été pansé.

Quelques tentatives sans résultat

C'est dans le col de la Savine, au 185e kilomètre que se produisent les premiers lâchages. Antonin Magne emmène le groupe de tête et seuls restent avec lui : Trueba, Ezquerra, Martano, Gestri, Cazzulani. Mais, dans la descente, les attardés, qui n'étaient pas loin, rejoignent et l'ascension de la Faucille se fait sans incidents. Le peloton un instant morcelé avant Les Rousses (202 kms), se reforme avant le sommet où 30 hommes passent ensemble emmenés par Le Grevès et Louviot.

Dans la descente Salazard, Gotti et Viratelle crèvent sur un passage en mauvais état. A Gex (240 kms), le peloton de tête comprend 25 coureurs suivis à une minute par Félicien Vervaecke, Pastorelli, Galateau et Bonduel ; puis Wauters et Meini, puis Sylvère Maes, Romain Maes et Dictus. Plus loin encore, Gyssels, Mollnar, Gotti et Salazard. Enfin à 5 minutes, Ch. Pélissier, qui a été lâché dans la montée de la Faucille ; Kutsbach et les deux frères Wolke.

Vingt-deux hommes au sprint

La fin du parcours se passe sans incident. Lapébie, qui s'était attardé dans Genève pour regonfler un boyau, rejoint le peloton à 12 kilomètres de l'arrivée et c'est le sprint disputé sur les bords du lac Léman par 22 coureurs.

Speicher et Le Grevès se détachent et finissent en tête.

Schepers, qui souffrait beaucoup de ses blessures et Hardiquest ont été lâchés dans la Faucille et ont terminé péniblement.

Le classement général

1er Antonin Magne, en 36 heures 11' 15"; 2e Le Grevès, 36 heures 16 min. 46 sec.; 3e Martano, 36 heures 19 min. 10 sec.; 4e Louviot, 36 heures 24 min. 08 sec.; 5e Geyer, 36 heures 25 minutes 06 sec.; 6e Lapébie, 36 heures 25 minutes 17 sec.; 7e Le Goff, 36 heures 26 min. 03 sec.; 8e Canardo, 36 heures 30 min. 33 sec.; 9e Morelli, 36 h. 30' 39"; 10e Buse, 36 h. 31' 06"; 11e Speicher, 36 h. 33' 27"; 12e Vervaecke, 36 h. 33' 56"; 13e De Caluwé, 36 h. 34' 18"; 14e Bonduel, 36 h. 39' 08"; 15e R. Maës, 36 h. 40' 52"; 16e Level, 36 h. 41' 48"; 17e Stoepel, 36 h. 43' 44"; 18e Franzil, 36 h. 45' 04"; 19e Herckenrath, 36 h. 45' 15"; 20e Trueba, 36 h. 46' 06"; 21e Sylvère Maës, 36 . 46' 38"; 22e Dictus, 36 h. 46' 51"; 23e Molinar, 36 h. 49' 03"; 24e Cotte, 36 h. 51' 03"; 25e Gestri, 36 h. 52' 05"; 26e Erne, 36 h. 52' 32"; 27e Rinch, 36 h. 54' 58"; 28e Stettler, 36 h. 55' 06"; 29e Gyssels, 36 h. 55' 50"; 30e Jean Bidot, 36 h. 55' 50"; 31e A. Buchi, 36 h. 56' 06"; 32e Bergamaschi, 36 h. 57' 17"; 33e Ezquerra, 36 h. 57' 36"; 34e Kutsbach, 36 h. 57' 50 secondes; 35e R. Wolke, 37 h. 01' 28"; 36e Renaud, 37 h. 02' 56"; 37e B. Wolke, 37 h. 03' 30"; 38e Viratelle, 37 h. 04'; 39e Vietto, 37 h. 05' 27"; 40e Meini, 37 h. 06' 18 secondes.

41e Salazard, 37 h. 08' 48"; 42e J. Wauters, 37 h. 11' 49"; 43e Cazzulani, 37 h. 14' 08"; 44e Marcaillou, 37 h. 17' 50"; 45e Montero, 37 h. 19' 18"; 46e Vignoli, 37 h. 19' 33"; 47e Ch. Pélissier, 37 h. 19' 40"; 48e Galateau, 37 h. 23' 45"; 49e Pastorelli, 37 h. 39' 58"; 50e Schepers, 37 h. 40' 33"; 51e Folco, 37 h. 54' [illegible]; 52e Hardiquest, 38 h. 00' 16".

Le classement par nations

1re France, 108 h. 02' 07"; 2e Allemagne, 109 h. 39' 56"; 3e Belgique, 109 h. 54' 13"; 4e Italie, 110 h. 02' 18"; 5e Suisse-Espagne, 110 h. 09' 10".

(Lire la suite en VIE SPORTIVE).

Le Conseil national de la Confédération nationale des Anciens Combattants

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

M. Bouteyre (S.O.C.F.) ne parle ni en adversaire, ni en partisan, mais il juge que l'expérience a été suffisante.

M. Filler (de la Fédération nationale des plus grands invalides) accorde toute sa confiance à M. Rivollet.

M. Claude déclare qu'il votera non, car le Gouvernement pouvait faire plus.

M. Olivier (Semaine du combattant), conclut à la négative du bilan gouvernemental.

M. Pichot reprend alors les points qu'il avait précédemment développés, en y insistant davantage.

M. Jean Goy constate, du point de vue monétaire et économique, une amélioration, mais, dit-il, le Gouvernement n'a cependant pas réalisé les aspirations de la génération du Feu. La réforme électorale n'est pas votée. La réforme de l'Etat n'est pas effectuée. La justice n'a pas eu satisfaction. Nous voterons: non.

M. Rivollet intervient

On donne ensuite la parole à M. Rivollet qui a demandé à intervenir. Le ministre rectifie certains points des interventions de MM. Sansiaume, Morel et Bellin. Il affirme que le redressement budgétaire a été partiellement opéré: enfin, il annonce pour dimanche, une déclaration que M. Doumergue l'a prié de faire au congrès, sur la réforme de l'Etat. Il est chaleureusement applaudi par la salle. On passe enfin au vote.

Il s'agit de répondre à la question posée à l'ouverture du débat, à savoir: si le Gouvernement a tout mis en œuvre pour faire en sorte que soient satisfaites les conditions posées à l'acceptation des réductions effectuées sur les pensions et les retraites.

La demande de scrutin public ayant été retirée, on procède au vote par assis et levés.

Presque à l'unanimité, la salle se lève en se prononçant pour le « non ».

Un exposé est ensuite fait sur les méthodes de travail du Congrès.

Dimanche, à 8 heures, réunion des trois principales commissions.

L'assemblée plénière aura lieu vers 10 heures 30.

Le comte Carton de Wiart a pris séance à l'Académie des Sciences morales et politiques

Paris, 7 juillet. — Le comte Carton de Wiart, ministre d'Etat de Belgique, élu associé étranger de l'Académie des Sciences morales et politiques à la place vacante par le décès du Roi Albert Ier, est venu prendre séance samedi.

Un incendie détruit le Casino et les magasins d'embouteillage de Bourbon-Lancy

Moulins, 7 juillet. — Un incendie extrêmement violent s'est déclaré la nuit dans les magasins d'embouteillage de l'établissement thermal de Bourbon-Lancy. Le feu s'est propagé rapidement, gagnant les maisons voisines. Le sinistre a été combattu par les sapeurs-pompiers et la population, mais on a dû se borner à faire la part du feu.

Les bâtiments du Casino et les magasins d'embouteillage ont été complètement détruits. Les dégâts sont considérables. Une enquête a été ouverte pour établir les causes du sinistre, auxquelles la malveillance ne serait pas étrangère.

QUI L'EMPORTERA EN ALLEMAGNE?

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

Hitler doit maintenant compter avec les forces politiques traditionnelles

Il n'est pas douteux que les événements de ces derniers jours ne soient le début d'une modification profonde de la politique intérieure de l'Allemagne, *mais il est trop tôt et la* situation est encore trop troublée pour qu'on puisse définir toute la portée et envisager toutes les conséquences de la crise actuelle. L'impression que l'on recueille dans les milieux politiques de Berlin c'est que l'autorité du chancelier Hitler et sa popularité ne sortent pas grandies par les derniers événements.

De tous les éléments encore mal éclaircis qu'on observe d'une situation très complexe, les milieux politiques tirent généralement la conclusion que le Gouvernement d'Adolph Hitler, depuis la crise du 30 juin, ne pourra plus agir en s'appuyant sur l'élan révolutionnaire des masses, qui paraît brisé, mais qu'il sera obligé de tenir compte dorénavant, beaucoup plus largement que par le passé, des forces politiques réelles et traditionnelles qui existent en Allemagne. Ceci met en cause le problème de la dictature et de la révolution nationale socialiste elles-mêmes.

Un récit de la tragédie de Wiessee

Le *Matin* publie la traduction du « carnet d'un des hommes des sections de sécurité » qui ont pris part, entre le 29 juin et le 1er juillet, à la répression de Munich. Voici le passage de ce récit relatif à la mort de Roehm:

« Les membres des sections de sécurité, sous la direction du major Buch et de leur chef de section, ont été transportés en camion depuis Munich. Dans la nuit, nous stoppons devant la villa du chef d'état-major Roehm. La sentinelle S.A. nous arrête à la porte, mais à peine a-t-elle reconnu notre uniforme qu'elle nous en ouvre l'accès. Je me demande ce qu'il faut penser du putsch des S.A., puisque de ce putsch personne ne sait rien au quartier général du chef d'état-major.

» Un ordre retentit: « Occupez toutes les entrées et que personne ne s'éloigne; celui qui n'obéira pas sera fusillé! » s'écrie le major Buch.

» Puis il envoie notre chef de section avec trente hommes, garder la porte d'entrée. S'agit-il de sévir contre le chef d'état-major? Nous n'en savons rien, mais les S.S. font leur devoir. Dans le corridor, le bruit est grand; plusieurs chefs supérieurs des S. A. viennent à notre rencontre, mais ils semblent sortir d'un petit conciliabule. Certains d'entre eux sont en uniforme, mais il règne une atmosphère de fête et d'orgie. Le major s'avance vers le chef d'état-major: son visage est triomphant. Il semble éprouver du plaisir à la tâche qu'il a accomplie. Puis Roehm paraît: « Je vous arrête au nom du Führer. Suivez-moi sans résistance », dit le major Buch; et maintenant se passe quelque chose qui nous surprend profondément. Le chef d'état-major se dirige avec le major vers l'une des autos et se laisse emmener.

» Cependant, plusieurs portes sont fracturées. Je suis placé dans la grande salle. Je crois voir encore le visage du chef d'état-major, livide et cependant assuré.

» J'ai le sentiment que l'homme n'a rien fait de mal.

» En haut, retentissent des cris, mais je ne peux pas quitter mon poste: trois coups de feu éclatent, suivis d'un terrible cri.

» C'est la mort de Heines.

» De nouveau des coups de feu se font entendre et des cris de douleur leur succèdent. Au bout d'une demi-heure, des chefs de section d'assaut descendent à leur tour. L'uniforme du major est encore ensanglanté.

« Vingt hommes resteront ici et personne ne doit entrer », tel est l'ordre.

» Un chef de section reste dans la maison, nous montons dans les voitures. Quatre hommes prennent place auprès du major et nous reprenons le chemin de Munich. Attirée par les coups de feu, une foule nombreuse s'était massée devant la villa. Les S.S. ne donnèrent aucun renseignement après que nous fûmes partis et barricadèrent la maison. Quelque temps après, nous arrivons à Munich. On ne remarque pas dans les rues qu'il s'est passé quelque chose, mais aussitôt après notre arrivée devant la Maison brune, on nous communique que le Führer n'avait pas quitté cette maison en notre absence. »

La situation de M. Gœbbels...

La position de M. Goebbels, ministre de la Propagande du Reich, paraît moins claire. Depuis l'allocution radiodiffusée qu'il a prononcée dimanche soir, le ministre de la Propagande s'est tu.

Dans les milieux diplomatiques court depuis plusieurs jours le bruit qu'il serait nommé prochainement ambassadeur à Varsovie.

On se souvient dans tous les milieux politiques de Berlin que M. Goebbels a donné en l'honneur du capitaine Roehm une grande réception, au ministère de la Propagande.

Devant les membres du corps diplomatique et les représentants de la Presse étrangère, le capitaine Roehm exposa l'idée de la révolution nationale socialiste qui, selon lui, était la base même de l'existence des sections d'assaut, pour bien des gens, l'analogie entre les idées exposées alors par le capitaine Roehm au ministère de la Propagande et celles dont s'inspira ensuite le docteur Goebbels, au cours de sa campagne contre la critique, paraissait évidente.

On ne voit pas encore quel rôle le docteur Goebbels, qui passait jusqu'ici pour national socialiste révolutionnaire, pourra jouer dans une orientation politique nouvelle.

...et celle de M. von Papen

La situation de M. von Papen, vice-chancelier du Reich, qui a été suspecté de haute trahison reste encore difficile à définir; il s'en est fallu de peu qu'il ne disparaisse, politiquement du moins, dans l'orage de ces derniers jours.

Il semble acquis que, pour l'instant, il reste vice-chancelier. Depuis son discours de Marbourg, qui marque le début de la crise, sa popularité avait grandi, mais il y a lieu de se montrer très réservé à l'heure actuelle sur le rôle que M. von Papen pourra être encore appelé à jouer.

Une lettre pastorale interdite par le Gouvernement

Figaro publie une lettre pastorale rédigée par le cardinal Faulhaber, archevêque de Munich, le mois dernier et qui était destinée à être lue dans toutes les églises de l'archevêché de Munich et du diocèse de Freising, le 1er juillet.

Mais, contrairement aux dispositions de l'article 5 du Concordat conclu entre le Saint-Siège et le Reich et qui garantit aux autorités ecclésiastiques le libre et plein exercice de leurs fonctions sacerdotales, le Gouvernement hitlérien interdit la publication de cette lettre pastorale et fit savoir qu'il s'opposait irréductiblement à sa lecture dans les églises de Bavière.

Figaro souligne la portée de cette lettre, en raison de la personnalité du cardinal Faulhaber; l'interdiction de ce message pastoral, dit le *Figaro*, jette un jour particulièrement vif sur les relations entre l'Eglise catholique et le régime hitlérien.

Le cardinal Faulhaber écrivait notamment: « Vous avez entendu et lu ceci: Quand on endosse l'uniforme, on cesse d'être catholique ou protestant. Mais nous, vos évêques, nous vous disons: « Si l'on doit pratiquer dans le service ce que commande la bonne camaraderie et une considération mutuelle, les convictions religieuses ne sont pas cependant dans un veston que l'on enlève aux heures de service et accroche au porte-manteau.

» La religion demeure, dans l'activité professionnelle et le service national, une source de forces et l'élément le plus précieux de la personnalité morale. Ne vous laissez pas entraîner par des discours superficiels. »

M. Seldte est relevé de ses fonctions de commissaire du Reich au service du Travail

Berlin, 7 juillet. — Le commissaire du Reich au service du travail volontaire, M. Seldte, a été relevé de ses fonctions.

Il ne semble pas qu'il faille mettre cette décision en relation avec les événements de ces jours derniers, car il avait été décidé que le service du travail volontaire serait détaché du ministère du Travail pour être rattaché au ministère de l'Intérieur. D'ailleurs, les fonctions de commissaire du Reich au service du travail volontaire seront assumées dorénavant par le secrétaire d'Etat Hierl, du ministère de l'Intérieur.

Le Kronprinz aurait acheté une villa à Oslo

Stockholm, 7 juillet. — Le *Social Demokraten*, organe du parti gouvernemental, déclare tenir de bonne source que le kronprinz a acheté une villa à Oslo, où il compte s'installer.

Le même journal apprend que le général Von Hammerstein aurait réussi à s'enfuir d'Allemagne.

La garnison de Berlin paraîtrait peu sûre

Toujours selon le *Social Demokraten*, Hitler aurait fait venir de Bavière trois régiments de la Reichswehr, la garnison de Berlin lui inspirant des inquiétudes.

M. von Papen s'est rendu à Neudeck auprès du président Hindenburg

Berlin, 7 juillet. — Le vice-chancelier von Papen s'est rendu à Neudeck, auprès du président von Hindenburg, afin de s'entretenir avec lui des problèmes politiques actuels. Les milieux politiques de Berlin sont unanimes à attacher à cette visite la plus grande importance.

Les médecins ont ordonné un long repos à Hitler

Vienne, 7 juillet. — Le correspondant berlinois de l'*Echo de Vienne* téléphone à son journal que, suivant des informations authentiques, les médecins ont ordonné au chancelier Hitler un long repos, lui recommandant un voyage en mer. En conséquence, M. Hitler entreprendrait incessamment une croisière en Méditerranée, sur un vaisseau de guerre, en compagnie de plusieurs officiers de la Reichswehr.

D'après le même correspondant, le général Fritsch serait l'homme du jour, tandis que le général von Blomberg, ministre de la Reichswehr, serait fort compromis dans les cercles militaires en raison de la position qu'il a prise dans la question des exécutions capitales.

La mère du capitaine Roehm se serait suicidée

Vienne, 7 juillet. — Le bruit court à Vienne, que la mère du capitaine Roehm se serait suicidée.

Berlin sans pommes de terre

Berlin, 7 juillet. — Il était impossible, samedi matin, de se procurer des pommes de terre sur les marchés de Berlin.

Dans certains quartiers, la police a été obligée d'assurer l'ordre et d'expliquer aux ménagères qu'il n'y avait pas lieu de s'affoler et que des pommes de terre arriveraient dans le courant de la journée.

La raréfaction des pommes de terre est due en partie à une mesure prise, il y a quelques jours, par le ministre de l'Agriculture, qui avait ordonné que les pommes de terre soient expédiées en sacs plombés et vendues au prix de 11 pfennigs le kilo.

Les paysans de la région berlinoise, mécontents, auraient arrêté alors toute expédition de pommes de terre dans la capitale.

Il semble, en outre que la production allemande ne couvre pas pour le moment les besoins de la consommation, car lundi prochain 2.000 quintaux, au lieu de 1.200 samedi, arriveront à Berlin, en provenance de la Hollande.

En sortant d'une réunion du Front commun, un individu tire plusieurs coups de revolver sur ses adversaires

Paris, 7 juillet. — Dans la soirée d'hier, à la sortie d'une réunion du Front commun qui avait eu lieu, 130, rue Saint-Martin, M. Edmond Adam a tiré plusieurs coups de revolver, sans les atteindre, sur les frères David et Joseph Rodetsky. Adam, arrêté aussitôt, a été consigné au poste de Saint-Avoye.

Le voyage de M. Barthou à Londres

Londres, 7 juillet. — A leur arrivée à Londres, dimanche soir, M. Barthou et M. Piétri seront reçus à la gare de Victoria par sir John Simon, ministre

(Photo N.Y.T.)

M. LOUIS BARTHOU et SIR JOHN SIMON

des Affaires étrangères. Les conversations commenceront lundi matin, au Foreign Office. Sir John Simon, M. Anteny Eden, sir Robert Vansittart, secrétaire permanent du Foreign Office; lord Stanhope, sous-secrétaire parlementaire des Affaires étrangères et M. Craigie, qui participe aux pourparlers navals anglo-américains, représenteront la Grande-Bretagne. Elles reprendront dans l'après-midi, après le déjeuner offert par sir John Simon aux ministres français, au nom du Gouvernement britannique.

Mardi matin, les représentants de la France seront reçus à déjeuner par M. Stanley Baldwin, lord président du Conseil et chef du Gouvernement en l'absence de M. Mac Donald.

Le programme des entretiens sera, dans une certaine mesure, subordonné à la durée du séjour de M. Piétri.

Si le ministre de la Marine doit quitter Londres en même temps que M. Barthou, les conversations navales se poursuivront parallèlement aux échanges de vues sur les problèmes de politique européenne.

Pour la troisième tranche de la Loterie nationale le gros lot de 5 millions serait supprimé

S'il n'est certes point facile de satisfaire chacun, le Comité d'organisation de la Loterie nationale tient néanmoins, parmi tant de suggestions qui lui sont adressées, à retenir les plus intéressantes. Il est hors de doute que la nouvelle formule n'a pas eu la faveur du public et celui-ci a prouvé son mécontentement non seulement en montrant moins d'enthousiasme dans la souscription des billets de la première tranche 1934, mais encore le soir du tirage au Trocadéro. Les organisateurs ont donc pris d'importantes décisions en ce qui concerne la future répartition des lots, mais il est évident que les changements adoptés ne peuvent viser que le tirage de la troisième tranche, le règlement de la seconde étant depuis longtemps arrêté et le contrat existant entre l'Etat et l'acheteur ne pouvant être violé dès l'instant que les premiers billets ont été vendus.

Voici donc les mesures qui seront, en principe, arrêtées pour le tirage de la troisième tranche dont le montant est fixé au chiffre de 100 millions, 40 revenant à l'Etat, 60 étant distribués aux souscripteurs favorisés.

D'abord, le lot de 5 millions est supprimé, ainsi que ceux de 200 francs, le premier étant remplacé par un lot de 2.500.000 francs, les autres par des lots de 100 francs correspondant au simple remboursement du billet acheté. Le tableau de la nouvelle répartition s'établira donc vraisemblablement ainsi:

1	lot de	2.500.000	francs
5	lots de	1.000.000	de francs
5	—	500.000	francs
100	—	100.000	—
100	—	50.000	—
200	—	25.000	—
1.000	—	10.000	—
10.000	—	1.000	—
100.000	—	100	—

On voit que le gros lot est encore suffisamment élevé pour dispenser de fortes émotions; d'autre part, on entend revenir à des montants peu élevés et augmenter le nombre des tranches.

Les délibérations des gouverneurs des banques d'émission européennes à Bâle

Bâle, 7 juillet. — D'importantes délibérations, au cours desquelles seront abordées différentes questions monétaires d'ordre général, ainsi que le problème des dettes de guerre et la question du service de l'intérêt des emprunts Dawes et Young, vont s'ouvrir la semaine prochaine à Bâle, à l'occasion de la réunion des principaux gouverneurs des banques d'émission européennes.

Samedi matin est arrivé à Bâle, M. Montagu Norman, gouverneur de la Banque d'Angleterre, accompagné de deux financiers anglais très connus, sir Otto Niemeyer et M. Siepman, de la Banque d'Angleterre.

En même temps est arrivé M. George Harrison, président de la Federal Réserve Bank de New-York, accompagné de M. L.W. Sproul, vice-président de la Banque et d'un secrétaire.

Les personnalités américaines ont été reçues à la gare de Bâle par M. Leo Fraser, président de la Banque des règlements internationaux.

LETTRE DE BRUXELLES

L'opposition aux pouvoirs spéciaux

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER)

BRUXELLES, 7 JUILLET 1934.

Les pouvoirs spéciaux ne trouvent de véritable opposition que dans le parti socialiste. Celui-ci lance aujourd'hui une proclamation à ses membres. On peut y lire ce résumé des projets ministériels :

« Réduction des traitements et salaires ; réduction des indemnités de chômage ; réduction des allocations aux estropiés ; réduction des pensions ; destruction de l'autonomie provinciale et communale ; destruction de l'enseignement ; destruction des œuvres de solidarité. »

Présenter ainsi et en caractères d'affiche le programme gouvernemental, c'est non seulement manquer de sang-froid, mais manquer aussi à la vérité.

C'est une manière tout à fait simpliste d'envisager la situation. Il n'y a rien dans l'exposé des motifs du projet qui permette de tirer de telles conclusions.

Sans doute, le Gouvernement veut diminuer les charges qui pèsent sur le pays, parce qu'elles finiront par l'écraser et, avec lui, toute son armature sociale et économique. Mais, de là à prétendre à une destruction systématique de tout ce qui existe, il y a loin.

Le parti socialiste oppose de nouveau le plan de Man au plan du Gouvernement. Le malheur, c'est que le plan n'existe encore qu'à l'état de projet. Vingt-trois commissions s'efforcent de le mettre au point ! Il n'y a encore rien de fait. Même beaucoup de socialistes le combattent et le considèrent comme inutile, impuissant, irréalisable. C'est donc à une opposition voulue, systématique que le socialisme va se livrer.

Du côté de la majorité, on constate qu'un certain nombre de droitiers s'inquiètent de voir apparaître dans les projets du Gouvernement le spectre de « l'économie dirigée ».

Le Gouvernement s'en défend. Mais nul n'y croit, en présence des faits. M. Van Cauwelaert aurait même déclaré à la Commission qui a étudié son projet sur la crise charbonnière, qu'il commençait par les charbons, mais qu'il était décidé à continuer par les textiles, les verreries, etc. Ceci constitue un renversement total de la politique économique traditionnelle de la Belgique. Beaucoup estiment qu'ils ne peuvent suivre le Gouvernement dans cette voie.

Il y a ensuite l'opposition de M. Max et des mandataires communaux. Ceux-ci en veulent surtout à M. Pierlot qu'ils soupçonnent de vouloir contraindre les communes à une politique de rigoureuse économie. Cette opposition est la plus dangereuse de toutes, car la Chambre compte 125 mandataires communaux, parmi lesquels beaucoup sont en perpétuelle révolte contre leur tuteur naturel, le ministre de l'Intérieur. Pour peu que celui-ci soit actif, ils voient en lui un contrôleur indésirable.

Il y aussi des oppositions personnelles.

Les anciens ministres Hymans et Lippens ont des amis qui ne pardonnent pas à M. de Broqueville de les avoir renvoyés. Quant aux démocrates chrétiens, ils s'opposeront à toutes réductions des dépenses sociales.

Du côté du Gouvernement, enfin, il semble que celui-ci, tout en se tenant prêt à faire à son programme des ajustements raisonnables, demandera à sa majorité une adhésion sérieuse et forte sur laquelle il puisse compter. Il ne veut point de majorité de hasard. S...

Deux avions allemands tombent près de Friedrichshafen et 7 personnes sont tuées

Frauenfeld, 7 juillet. — La *Thurgauer Zeitung* rapporte que des voyageurs arrivés en Suisse vendredi, ont annoncé que deux avions sont tombés jeudi après-midi, près de Friedrichshafen et que sept personnes ont été tuées. L'un des appareils est tombé vers 15 heures, près de Neutenen, entre Friedrichshafen et Tettnang, à la suite de la rupture d'une aile. L'avion a été complètement démoli et le moteur a creusé dans le sol un trou d'un mètre et demi de profondeur. Le pilote, un Berlinois, ainsi qu'un ingénieur et le mécanicien, ces deux derniers de Friedrichshafen, ont été tués.

Une heure après, un second appareil, parti de l'aérodrome de Loewental, près de Friedrichshafen, pour survoler le lieu de l'accident, a subi le même sort. Il est tombé soudainement près de Langenargen, pays de Bade. Les quatre personnes qui se trouvaient à bord ont été tuées.

L'emplacement des deux accidents est gardé par la police. Le fait que les deux avions se trouvaient dans le même hangar fait supposer qu'il y a eu sabotage. Toutes les personnes qui se sont occupées de ces deux appareils dans la nuit de vendredi auraient été arrêtées.

La manière dont le premier avion est tombé laisserait croire qu'un engin explosif avait été dissimulé à bord et qu'il a fait explosion en cours de vol.

Ces mêmes voyageurs rapportent que, vendredi matin, la direction de la police de Friedrichshafen a mis en position des mitrailleuses, dans la crainte de troubles et de nouveaux attentats. Un important détachement de S.S., avec fusils et casques, monte la garde à l'aérodrome.

Une fillette de sept ans est mortellement blessée à Bettignies

La petite Janine Lougie, 7 ans, demeurant chez ses parents, route de Mons, à Bettignies, a été heurtée par l'auto d'un ingénieur de Bruxelles, au moment où elle traversait la chaussée.

Relevée grièvement blessée et transportée à l'hôpital Saint-Nicolas, à Maubeuge, la petite fille est décédée samedi.

BAYARD ou La gentillesse française [1]

M. Franc-Nohain n'est pas seulement un fabuliste. Il sait être à l'occasion un historien scrupuleux. Après nous avoir évoqué Saint-Louis, le roi très chrétien, le voici qui nous conte la vie de Bayard, le chevalier sans peur et sans reproche. Voilà, dira-t-on, un genre bien différent des « nouvelles fables ». Certes, mais pour exceller dans des genres bien différents, M. Franc-Nohain n'en marque pas moins tout ce qu'il faut des traits constants qui composent sa personnalité.

Et pourquoi un fabuliste ne pourrait-il pas être un historien ? La fable consiste à atteindre, sous les symboles, les vérités familières et la sagesse quotidienne. L'Histoire, telle que la conçoit M. Franc-Nohain, ce sont ces vérités et cette sagesse prises pour ainsi dire sur le vif. Clio, muse austère, descend de son piédestal et se mêle à la vie.

Bayard, vu par M. Franc-Nohain, est encore, bien sûr, le héros légendaire, celui qui défendait, seul contre cent, le pont de Garigliano. Mais voici que, sans perdre sa réputation d'héroïsme, le héros s'humanise, devient un homme réel, non pas, certes, un homme ordinaire, mais un homme ayant des qualités, de petits défauts même, qualités et défauts que nous pouvons comprendre à plusieurs siècles de distance comme s'ils étaient ceux d'un contemporain ou mieux encore nos propres défauts et nos propres qualités.

Cette grande épopée vécue des guerres d'Italie, cette longue et brillante chevauchée où nous voyons au premier plan, à la première place — la plus exposée, la figure altière de Bayard, perdent-elles de leur grandeur et de leur intérêt parce qu'elles descendent des grandes fresques historiques, parce qu'elles échappent aux décors d'apparat et aux gestes conventionnels ? Bien au contraire, la grandeur et l'héroïsme sont plus touchants lorsqu'on les sent plus près de nous, si près que l'on a l'impression qu'il s'en faudrait de bien peu pour qu'on ne devînt, à de certains moments, un héros comme Bayard...

Oui, Bayard, avant d'être le chevalier sans peur et sans reproche, était d'abord un gentilhomme français, un gentilhomme du Dauphiné, pour préciser, mais réunissant en lui des vertus qui, pour être devenues plus rares peut-être, ne le sont point assez pour ne pas nous laisser l'impression que Bayard était par excellence « le » chevalier français.

Le « gentil » seigneur Bayard, écrit *Le Loyal serviteur*. Ce mot « gentil » dans l'acception que lui donne l'historiographe de Bayard, signifie la générosité, le désintéressement, la grâce et l'élégance dans la bonté ! Cette « gentillesse », cette « gentillesse » française, le chevalier sans peur et sans reproche en est bien le modèle et le symbole.

Bayard, dans sa « gentillesse française », tel que nous le montre, sous un jour si familier et d'autant plus véridique M. Franc-Nohain, est encore assez près de nous pour que nous puissions le comprendre et l'aimer. Mais hâtons-nous de ne pas laisser perdre l'héritage qu'il nous a légué, cette « gentillesse française ».

« Comme on souhaiterait, écrit M. Franc-Nohain, que l'exemple du gentil seigneur de Bayard nous incitât, à nouveau, à être gentils, de cette gentillesse dont les Français ont tant besoin les uns pour les autres, de cette gentillesse qui est au fond de tous les Français, mais dont on dirait, par instants, qu'ils s'appliquent à la cacher soigneusement, comme s'ils en avaient honte... »

Cette phrase nous dispense de tirer nous-même la moralité de ce livre, qui comporte, on le voit, une moralité, tant il est bien vrai que c'est encore faire œuvre de fabuliste que de savoir dégager la philosophie de l'Histoire.

RENÉ ROUSSEAU.

(1) Par Franc-Nohain, Editions Spes.

UN AGENT MILITAIRE DE PARIS EST ARRÊTÉ A VICQ

Il aurait transmis à l'Allemagne et à la Russie des renseignements intéressant la défense nationale

Vendredi, à la fin de l'après-midi, l'inspecteur Foulhoux, des services de contre-espionnage de la Sûreté nationale, se présentait à Vicq, chez les parents de Maurice Milice, natif de Bruay-sur-l'Escaut, âgé de 32 ans, marié, agent militaire, contrôleur aux fabrications des usines Renault, à Paris, qui était venu passer chez eux quelques jours de vacances.

Milice était parti à la pêche, à Blanc-Misseron, où habite son beau-frère, Joseph Monard, charcutier.

L'inspecteur Foulhoux alla l'attendre à la descente du train, à 19 h. 40 et l'abordant, lui déclara qu'il était porteur d'un mandat d'amener et l'emmena avec lui à Valenciennes, où il passa la nuit au poste de police.

Samedi matin, une perquisition était effectuée par MM. Engel, juge d'instruction et Jacquiellard, substitut du procureur de la République, à Vicq, dans l'appartement occupé par Milice et ses parents.

Ses papiers, carnets, notes personnelles, 40.000 fr. de titres, 8.000 fr. en espèces, furent saisis.

Milice, dont le salaire est de 1.200 fr. par mois, vient de se faire bâtir à Meaux, au Vert-Galant, une maison qui lui a coûté 80.000 francs.

L'inspecteur Foulhoux agit par ordre du ministère de l'Intérieur dans cette affaire, qui a des rapports étroits avec celle dans laquelle est impliqué le colonel Dumoulin, arrêté il y a quelques semaines pour intelligences avec l'ennemi et à l'occasion de laquelle il a déjà opéré vingt-deux arrestations.

Milice aurait transmis à l'Allemagne et à la Russie des renseignements intéressant la défense nationale. Il serait appointé par une puissance étrangère.

Il appartient à une honorable famille. Son beau-frère, M. Joseph Monard, est décoré de la médaille de la Reconnaissance française. Il recueillit, pendant la guerre, un pigeon voyageur qu'il remit à M. Jules Coupin, de Bruai-Thiers. Ce pigeon fut renvoyé en France par l'instituteur Legrand, qui a été fusillé.

Un chauffeur congédié tire sur son patron, à Cambrai

M. Dessy-Sauvenière, négociant en primeurs place aux Bois, à Cambrai, informait samedi son chauffeur, Emile Loveaux, 28 ans, de Villers-Outréaux, qu'il se privait de ses services.

Loveaux, affecté de ce qui lui arrivait, alla avec l'argent reçu de son patron, faire l'emplette d'un revolver. Après plusieurs stations dans les cafés de la ville, le chauffeur revint voir M. Dessy et sous un prétexte futile, tira sur ce dernier deux coups de revolver. Une seule balle toucha M. Dessy à l'avant-bras droit. Loveaux menaça ensuite les autres employés qui intervenaient.

Un voisin du négociant réussit à désarmer Loveaux, qui a ensuite été remis à la police. Une enquête est ouverte.

Dernière Heure

Nouveaux désordres à Amsterdam

Amsterdam, 7 juillet. — Le journal communiste « Tribune » a été interdit par les autorités, pour incitation à des actes terroristes. Une action énergique pour rétablir l'ordre a été décidée.

Samedi après-midi de nouveaux désordres ont eu lieu dans le quartier du Jordaan, obligeant la police à tirer, à plusieurs reprises et blessant grièvement deux personnes. Les émeutiers ont construit de nouvelles barricades sur lesquelles des drapeaux soviétiques ont été arborés.

Dernières nouvelles sportives

ATHLÉTISME

LE CHAMPIONNAT DE FRANCE

10.000 mètres : Finale ; 1er, Roger Rérolle (A.S. Mont-Ferrandaise), 32'47" 1/5 ; 5e, Simon (A.S. Pavillaise), 34'13" 3/5 ; 6e, Martin (C.A. Messin), 36'00" 2/5.

Renseignements commerciaux

du samedi 7 juillet

COTONS

	New-Orléans		New-York	
Terme	Préc.	Jour	Préc.	Jour
Disponible ...	12.05	11.97	12.16	12.10
Juillet	11.90	11.83	11.92	[illegible]
Août	—.—	—.—	11.96	11.92
Septembre ...	—.—	—.—	12.04	11.90
Octobre	12.08	12.05	12.10	[illegible]
Novembre	—.—	—.—	11.17	12.12
Décembre	12.22	12.19	12.25	12.20
Janvier	12.27	12.26	12.31	12.26
Février	—.—	—.—	—.—	—.—
Mars	12.36	12.33	12.40	12.36
Avril	—.—	—.—	—.—	—.—
Mai	12.45	12.40	12.49	12.45
Juin	—.—	—.—	—.—	—.—

Recettes. — Aux ports de l'Atlantique, 1.000; aux ports du Golfe, 4.000.

Exportations. — Pour la France et le Continent, 4.000.

CHANGES A L'ÉTRANGER

Londres : Sur Paris, 76.50; sur Bruxelles, 215.90; Esc. hors banque, 0 7/8 à 0 15/16; Prêt à court terme, 0 1/2 à 0 3/4.

SUCRES. — Marché clos.

Revue du marché de New-York

New-York, 7 juillet. — Les affaires ont été extrêmement apathiques au Stock-Exchange, samedi matin et le marché a été de nouveau témoin d'une séance très monotone. 180.000 titres ont été échangés, chiffre inférieur à celui déjà très bas de samedi dernier. La tendance, à l'ouverture, a été ferme et au cours d'une des séances les plus calmes auxquelles on a assisté depuis plusieurs années. Les fluctuations des prix ont été très étroites. Quelques valeurs, très peu, se sont avancées de fractions insignifiantes, tandis que les mines se sont alourdies. L'allure générale du marché s'est développée dans les deux sens alternativement, mais l'absence de liquidation au cours d'une séance caractérisée par l'inertie a eu pour effet d'encourager les plus pessimistes. Le marché est considéré comme étant dans une bonne position technique et prêt à répondre à des développements constructifs. Les dernières variations des cours ont été surtout fractionnaires et la clôture a été soutenue.

UN APPEL à la réconciliation nationale

On nous prie d'insérer l'appel suivant:

Le pays, hier au bord de l'abîme, est encore aujourd'hui en danger.

En février, c'était la faillite proche et la guerre civile menaçante, génératrice de guerre étrangère.

En remettant de l'ordre dans nos finances, le Gouvernement de trêve a déjà rendu un inappréciable service.

En poursuivant, par le rétablissement économique, par une politique extérieure ferme et prudente, l'œuvre de redressement national, il va rendre un service plus considérable encore.

L'œuvre à accomplir ne peut aboutir que dans le calme et par l'union de tous.

Si la France se trouve partagée en deux camps ennemis, dont chacun oublie que l'autre est aussi la France, nous allons droit à l'émeute et à la révolution. Qui donc, en dehors des fauteurs de guerre civile, voudrait courir un pareil risque?

L'entente entre partis, sur les points essentiels, est facile.

Tous veulent rendre au Gouvernement l'autorité et la stabilité, ramener le Pouvoir législatif à son rôle exclusif, mettre au-dessus de tout soupçon l'indépendance du Pouvoir judiciaire. La nécessité primordiale de modifier, pour l'élection des députés, le mode actuel de scrutin, est reconnue par tous.

Les troubles de la rue, quel qu'en soit le prétexte, compromettraient ces réformes. L'accord de tous les bons citoyens, unis pour exiger le redressement et l'assainissement moral du pays, peut seul en obtenir la réalisation.

A une heure décisive, le Président Doumergue a proclamé la trêve nécessaire. Une trêve ne suffit pas: c'est une paix durable qu'il lui faut pour achever son œuvre.

Que tous se rangent sans arrière-pensée derrière lui pour assurer le salut du pays!

Le Comité d'entente des grandes associations pour l'Union nationale :

Président: Amiral Lacaze; vice-présidents: Doyen Berthélemy, professeur Jean-Louis Faure, E. du Vivier de Streel; secrétaire général: inspecteur général Loiret.

Comité Dupleix, Conférence au Village, Front français, Ligue civique, Ligue française, Ligue des patriotes, Ordre et bon sens, Redressement français, Union civique.

Une femme est écrasée par un tramway, à Bordeaux et la foule veut lyncher le wattman

Bordeaux, 7 juillet. — Sur le cours Portal, Mme Henriette Labordette, 33 ans, qui voulait monter dans un tramway en marche, a été écrasée par le tramway. Transportée à l'hôpital Saint-André, elle a succombé quelques instants plus tard.

La foule attroupée sur les lieux de l'accident a voulu lyncher le wattman. Il a fallu faire appel à tous les gardiens de la paix du poste voisin pour rétablir l'ordre sur la voie publique et pour préserver le wattman.

— A Buenos-Ayres, la police a perquisitionné au siège du syndicat ouvrier unitaire. Deux cents membres de ce syndicat, accusés de s'être livrés à des déprédations contre les usines et les immeubles du patronat, ont été arrêtés. De nombreux tracts révolutionnaires ont été saisis.

Les bons annonceurs gagnent facilement de l'argent en prenant des pensionnaires, en louant des chambres meublées, en donnant des leçons particulières et en effectuant n'importe quel autre travail agréable.